

29259425 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/64210/a-rosso-a-la-frontiere-entre-le-senegal-et-la-mauritanie-des-centaines-de-migrants-dans-une-situation-de-detresse>

Grand angle



Les locaux de la Croix-Rouge à Rosso. Crédit : Léa-Lisa Westerhoff / RFI

À Rosso, à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie, des centaines de migrants "dans une situation de détresse"

Par [Romain Philips](#)

Plusieurs semaines après le début de la campagne d'expulsions de migrants menée par les autorités mauritaniennes, des centaines de migrants se retrouvent bloqués à Rosso, ville transfrontalière entre la Mauritanie et le Sénégal. Un afflux qui rend la situation humanitaire difficile dans la région.

"Les policiers nous ont arrêtés alors qu'on se rendait au travail. Je n'ai pas les moyens pour retourner chez moi. Je n'ai pas non plus d'argent pour manger ou acheter des médicaments, je ne sais pas quoi faire". Dans une vidéo transmise à InfoMigrants, un migrant nigérian raconte sa détresse après avoir été arrêté en [Mauritanie](#) puis envoyé à la frontière avec le [Sénégal](#), à Rosso. Son corps est couvert de blessures.

A lire aussi

["Il y a une vraie crainte de se faire contrôler" : en Mauritanie, les vagues d'arrestations de migrants sèment la peur](#)

Depuis le début de l'année, de tels témoignages se multiplient. "Ils nous ont tabassés et amenés en prison sans rien nous dire" et "pris tout ce qu'on possédait : argent, montres, téléphones", racontait Ismaïla à l'AFP après son arrestation par la police mauritanienne. "Ils nous ont (ensuite) menottés et nous ont mis dans des bus surchargés pour nous expulser comme des vauriens", raconte-t-il depuis Rosso, du côté sénégalais de la frontière.

"Nous n'avons pas assez pour tout le monde"

Si des centaines de migrants se retrouvent à errer dans la précarité dans cette localité frontalière du Sénégal, c'est parce que depuis plusieurs semaines, la Mauritanie mène une campagne d'expulsions de migrants en situation irrégulière. Ainsi, des centaines d'exilés, notamment sénégalais, maliens, ivoiriens, guinéens ou encore gambiens, sont bloqués de

chaque côté de la frontière "dans une situation de détresse". Leur nombre total est difficile à établir.

"Nous essayons de les aider mais nous n'avons pas assez pour tout le monde. Ils manquent d'eau, de nourriture, de médicaments, n'ont pas de logements", raconte un humanitaire mauritanien sur place à InfoMigrants.



Des migrants à Rosso, Sénégal. Crédit : DR

Selon lui, des refoulements ont lieu quasiment tous les jours. "Au moins deux bus d'au moins 60, voire 70 personnes, arrivent régulièrement à Rosso", commente-t-il. Un flux ininterrompu de personnes qui fait grossir les bidonvilles de la région. "On a ouvert deux foyers ces deux derniers mois dans deux maisons qu'on a réhabilitées - qui n'ont toutefois pas l'eau courante, ni l'électricité - parce que les gens arrivent et restent. Ils errent dans la ville", raconte-t-il. "On essaye de trouver un représentant pour chaque nationalité afin d'organiser les choses mais chaque jour presque, on nous appelle pour nous signaler un nouveau groupe (qui arrive)", ajoute-t-il.

"On ne peut pas jeter les gens comme du bétail"

Conséquences de ces expulsions mauritanienes, des centaines de personnes se retrouvent coincés dans cette ville à la frontière avec le Sénégal. Faute de documents de séjour en règle, elles ne peuvent ni retourner en Mauritanie, ni transiter par le Sénégal - qui refusent de laisser passer des personnes sans documents d'identité valides.

"La Mauritanie n'a pas respecté les règles. Les autorités ont juste envoyé ces gens à la frontière. Mais on ne peut pas jeter les gens comme du bétail", tance le président du conseil des Guinéens au Sénégal, Diallo Amadou Oury, qui s'inquiète pour sa communauté à Rosso. Et d'ajouter : "La Mauritanie aurait dû aviser ces ressortissants puis les expulser en bonne et due forme, vers leur pays".

A lire aussi

["Une tragédie humaine" : plus de 100 corps de migrants retrouvés au large de la Mauritanie depuis janvier](#)

Actuellement, quelque 300 ressortissants guinéens sont à Rosso, des deux côtés de la frontière "et d'autres arrivent presque tous les jours".

"Ces gens sont dans une situation humanitaire grave. Ils sont exposées à tout à Rosso : faim, maladies, problèmes sanitaires, etc. Il y a des femmes et des enfants. Certains vivent à même le sol sur de la terre battue", commente de son côté le président du conseil des Guinéens en Mauritanie, Mamadou Bobo Bah.

Côté sénégalais, les plus chanceux atterrissent dans les locaux de la Croix-Rouge où ils sont pris en charge. Mais selon le président du comité local de l'organisation à Rosso, Mbaye Diop à l'AFP, l'affluence de migrants est telle que début mars, ils n'avaient déjà plus de place pour tous les accueillir.



Des migrants à Rosso, en Mauritanie. Crédits : DR

Ces expulsions de migrants sont des opérations de "routine" qui visent les personnes en situation irrégulière, selon les autorités mauritaniennes qui n'ont pas donné de chiffres sur l'ampleur de ces refoulements. Face aux critiques d'ONG ou d'autres pays qui ont dénoncé des expulsions "inhumaines", le ministre mauritanien de l'Intérieur, Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine, a déclaré que les expulsions étaient "faites dans le respect des conventions internationales". Et selon le gouvernement, les migrants sont refoulés vers les postes frontières par lesquels ils sont entrés dans le pays.

"Ils résidaient en Mauritanie et travaillaient"

Certains voient dans ces vagues d'arrestations un lien avec l'accord conclu entre la Mauritanie - pays devenue l'un des principaux points de départ pour les migrants souhaitant rejoindre l'Europe en prenant la mer - et l'Union européenne.

En mars 2024, la Mauritanie a signé avec Bruxelles un partenariat visant à lutter contre l'immigration illégale. Au programme : renforcement de la coopération entre agences, démantèlement des réseaux de passeurs, construction de centres de rétention et délégation des contrôles, le tout grâce à une enveloppe de 210 millions d'euros accordée au pays saharien.

A lire aussi

[L'Union européenne multiplie les accords controversés en Afrique pour lutter contre l'immigration](#)

Mais les migrants l'assurent, ils ne voulaient pas "prendre la pirogue" pour rejoindre l'Europe.

"Ils résidaient en Mauritanie et travaillaient. Certains ont même encore une famille en Mauritanie qui n'a pas été arrêtée", assure Diallo Amadou Oury. La semaine dernière, plusieurs sources confiaient déjà à InfoMigrants que, contrairement à de précédentes vagues d'interpellations, les migrants interceptés n'étaient plus seulement des personnes en partance vers l'Europe mais que tous les profils semblaient concernés.

"Il y avait beaucoup de taxis, conducteurs de tuks-tuks, tous ces petits jobs occupés par des migrants", racontait Abdoulaye Diallo, président de l'association Ensemble pour un avenir meilleur. "Mais maintenant, on voit vraiment l'absence des migrants dans la ville".